



digital.union@sonapresse.com

L'actu du web

## E- BUSINESS...

### E-commerce : hausse de + 15 % des ventes au 1er semestre

Innocent M'BADOUA  
Libreville/Gabon

**L**A tendance ne fléchit pas, bien au contraire. L'e-commerce attire consommateurs et vendeurs en 2021.

Malgré de nombreuses restrictions liées à la limitation des transports, du fret, les consommateurs se sont adaptés et ce, grâce à internet. Ils ont continué de consommer via les sites marchands. Cet engouement pour l'achat en ligne a notamment accru le nombre de sites marchands qui étaient à l'origine de simples sites vitrines. Indicateur intéressant : "la création de nouveaux sites affiche une croissance de + 12 % par rapport à l'an dernier". L'e-commerce prend une place de plus en plus importante pour les magasins et cette tendance ne semble pas fléchir. C'est le cas en BtoC, mais aussi en BtoB, un marché sur lequel les ventes en ligne ont augmenté de 21 % sur ce 1er semestre 2021.

De manière globale, l'e-commerce se porte bien dans le monde, au 1er trimestre 2021, selon un récent bilan de la Fédération de l'e-commerce et de la vente à distance, la Fevad (France). Déjà, au 1er trimestre 2021, le chiffre d'affaires



#### Commerce français en ligne

a atteint près de 1 970 milliards FCFA rien qu'en France, soit une hausse de 14,8 % sur un an. Cette bonne santé de l'e-commerce est liée au changement des habitudes de consommation et au reconfinement dans certaines régions. Derrière ces bons chiffres, le secteur présente toutefois des situations contras-

tées. "La hausse des ventes de produits sur internet est estimée à + 30 %, alors que le e-tourisme sur le panel iCE (indice du commerce électronique, NDLR) chute à nouveau de 49 %", note la Fevad dans un communiqué. L'e-tourisme est effectivement un des grands perdants de cette situation.

Au Gabon et en Afrique, cette attention grandissante accordée au e-commerce pâtit quelque peu de l'irruption des anar- queurs dans le système commercial africain. Ces malfrats profitent de ce vent favorable de l'e-commerce pour exercer des activités illicites. Alors prudence lors des achats en ligne.

I. M'B.  
IT : BIDEN MUSCLE LA RÉGULATION



Photo: DR/L'Union

Le président Joe Biden a publié le week-end écoulé un vaste décret qui encourage les agences fédérales à commencer à mettre en œuvre des réformes dans le domaine de l'IT, notamment en rétablissant la neutralité du web, en renforçant la concurrence en matière de communications haut débit, en adoptant des lois sur le "droit de réparer", et bien d'autres choses. Selon une fiche d'information publiée par la Maison Blanche, plusieurs aspects du décret auront un impact direct sur les consommateurs et leur utilisation de l'IT.

DUPOND-MORETTI, MINISTRE FRANÇAIS CONVOQUÉ DEVANT LA COUR DE JUSTICE



Photo: DR

Seule habilitée à juger les crimes ou délits commis par des ministres en exercice, la Cour de Justice de la République (CJR) va convoquer Eric Dupond-Moretti le 16 juillet pour une mise en examen dans l'enquête qu'elle mène sur des soupçons de "prise illégale d'intérêts", a indiqué à l'AFP hier une source proche du dossier, confirmant une information du Parisien.fr

TOUR DE FRANCE 2021 : ANDORRE PARADIS POUR LES CYCLISTES



Photo: DR

Initié dans les années 2000, l'exode des cyclistes vers Andorre ne s'est jamais démenti et s'est même accéléré, comme le prouve l'arrivée de Julian Alaphilippe. La fiscalité joue un rôle clé dans ces choix. Mais les routes de montagne et la tranquillité quasiment helvète du petit État pyrénéen font aussi pencher la balance.

## Portails commerciaux

### DROIT AFRIQUES.COM : LES TEXTES DES AFFAIRES ET ENTREPRISES EN LIGNE

I. M'B.  
Libreville/Gabon

**V**OICI un portail qui permet de consulter le droit des affaires en ligne. Droit-Afrique.com est un site consacré au droit des affaires et à la fiscalité des pays d'Afrique francophone. Son objectif, mettre à la disposition des entreprises et des professionnels du droit une information juridique globale, pertinente et à jour sélectionnée par des juristes spécialisés.

Droit-Afrique propose pour

chaque pays : une base juridique et fiscale comprenant plus de 2 000 textes de codes, lois, décrets, conventions, jurisprudence, etc. en libre accès. Ainsi que des liens vers les journaux officiels de certains pays, un portail internet comprenant plus de 550 liens vers des sites juridiques, un espace librairie : codes des impôts, codes algériens, droit Ohada, droit douanier.

S'agissant du Gabon, on note que le droit gabonais est issu de la réglementation nationale, des conventions internationales ainsi que des textes adoptés par



Photo: DR

les principales organisations panafricaines dont le Gabon est membre : Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale, Communauté économique des États d'Afrique centrale, Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit

des affaires, OAPI (Organisation africaine de la propriété intellectuelle), Cima (Conférence interafricaine des marchés d'assurance), Union Africaine. On y trouve 259 textes en ligne, 24 liens vers des sites internet.